



LA POSTE, ECOLES, HOPITAUX, ... ASSEZ DE CASSE !

La semaine dernière, Raffarin s'est fait chahuter par les participants du congrès de l'Association des maires de France, un parterre de gens pourtant assez peu portés à la contestation. Mais le malaise est tellement profond qu'il s'exprime y compris dans les rangs même de la droite. Les problèmes sociaux s'accumulent, fermetures d'usines, licenciements auxquels s'ajoutent la remise en cause des services publics et les difficultés financières.

LA FRONDE DES MAIRES

Ce chahut était comme un écho de la révolte des maires et des élus de la Creuse, révolte qui fait tache d'huile dans les départements proches, comme la Charente et au-delà. Ils appellent à la mobilisation. « *La disparition des services publics, écrivent-ils, entraînera dans son sillage celle des conquêtes sociales du public et du privé, elle condamnera la solidarité nationale et favorisera l'inégalité des citoyens.* »

Pour les classes dominantes, la solidarité est à sens unique. Pour elles, « *la solidarité nationale* », c'est l'Etat et les gouvernements à leur service, les intérêts de la population sacrifiés.

« ASPHYXIE BUDGETAIRE »

Exclusivement soucieux de les servir, Raffarin et ses amis ont engagé une vaste politique d'économies au détriment des services publics pour mieux continuer de subventionner leurs commanditaires. Ils n'ont qu'une obsession, « *la réduction des dépenses publiques* », comme les patrons qui ne pensent, eux, qu'à « *réduire le coût du travail* ».

C'est quant au fond la même politique qui vise à diminuer la part des richesses, en biens ou en services, qui revient à ceux qui les produisent.

Les effets en sont dévastateurs. Dans les hôpitaux, le signal d'alarme dramatique de la canicule, l'été 2003, n'a provoqué aucun changement de fond. La situation continue de se dégrader dans tous les hôpitaux au mépris de la qualité des soins comme des conditions de travail du personnel. C'est, aussi, l'école qui est mise en cause par le manque de moyens. Et la réforme que Fillon vient

d'annoncer ne fait qu'adapter l'enseignement à la diminution de moyens, en aggravant les inégalités sociales.

NON A LA LOGIQUE DE PRIVATISATION

Cette politique aboutit aux privatisations. L'Etat se dégage de tout ce qui est rentable et rapporte du profit qu'il offre généreusement aux bons soins des financiers. Cette semaine, la privatisation d'EDF-GDF a été accélérée. Les deux groupes ont été transformés en sociétés anonymes, avant l'ouverture de leur capital.

La Poste est aujourd'hui la cible de cette politique de rentabilisation financière, en vue de privatisation. Le statut de fonctionnaire est largement battu en brèche dans le même temps que la direction de La Poste met en œuvre un vaste projet de fermeture de centres ou de guichets. La SNCF est elle aussi visée.

Un peu partout dans le pays des mouvements de résistances, de désobéissance civile s'amorcent. Le 25 novembre, les cheminots manifesteront. Usagers, salariés ont les mêmes intérêts, la rentabilité financière se fait à leur détriment.

La défense des services publics, la lutte pour leur développement et leur amélioration est l'affaire de tous. Il est possible d'organiser la résistance, pour que se constituent des collectifs unitaires regroupant associations, syndicats, partis, élus.

Le mécontentement est profond, il touche toutes les classes populaires, il est légitime. Chacun peut aider à son unité, à son expression, pour qu'il oblige Raffarin à reculer, à tenir compte des besoins de la population et pas seulement de ceux de ses amis les patrons.

Tous ensemble pour la défense et le développement des services publics.

Le 22/11/04